

Le SG de l'ONU exhorte Nkurunziza à renoncer à briguer un troisième mandat

RFI, 29-03-2015 PrÃ©sidentielle au Burundi : Ban Ki-moon tente de raisonner Nkurunziza Le prÃ©sident du Burundi Pierre Nkurunziza, qui n'a jamais fait mystÃ©re de son envie de briguer un troisiÃ©me mandat lors des prÃ©sidentielles prÃ©vues en juin, prÃ©occupe plus que jamais la communautÃ© internationale. Elle craint que ce pays ne retombe dans les violences et accentue sa pression pour qu'il renonce. Depuis quelques jours, les visiteurs de haut rang se succÃ©dent Ã Bujumbura et on a appris samedi que le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'ONU Ban Ki-moon (photo) a appelÃ© au tÃ©lÃ©phone le prÃ©sident burundais vendredi pour « l'exhorter » Ã rÃ©flÃ©chir aux consÃ©quences que pourraient avoir sa dÃ©cision de respecter l'accord de paix d'Arusha, qui stipule qu'aucun prÃ©sident ne peut aller au-delÃ de deux mandats. Il y a un an, les chancelleries occidentales Ã©taient frileuses sur la question du troisiÃ©me mandat du prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza. Seuls les Etats-Unis s'Ã©taient ouvertement prononcÃ©s contre. Un diplomate europÃ©en confiait d'ailleurs Ã l'Ã©poque que si la population burundaise ne descendait pas dans la rue, la communautÃ© internationale ne bougerait pas le petit doigt. Aujourd'hui, les choses ont changÃ© du tout au tout, en raison notamment des tensions croissantes qui se cristallisent autour de cette question. Car les risques de confrontations sont bien rÃ©els entre ceux qui s'opposent Ã ce que Nkurunziza brigue un troisiÃ©me mandat, l'opposition politique et la sociÃ©tÃ© civile, qui ont Ã©galement par la trÃ©s influente Eglise catholique, et les soutiens du chef de l'Etat, essentiellement les membres de son parti. Un soutien qui commence Ã son tour Ã se fissurer. Du coup, la communautÃ© internationale a Ã©tÃ© obligÃ©e d'agir plus vite que le pire. Les Nations unies, l'Union europÃ©enne, l'Union africaine et les pays de la rÃ©gion, ce qui est assez exceptionnel, tous exhortent d'Ã©norme le dirigeant Ã respecter la constitution du Burundi, mais aussi l'esprit et la lettre de l'accord de paix d'Arusha. Vendredi lors d'une conversation tÃ©lÃ©phonique, le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'ONU Ban Ki-moon a considÃ©rÃ© avec attention les consÃ©quences potentielles pour son pays et pour la marque qu'il va laisser dans l'histoire, de sa dÃ©cision concernant une participation Ã©ventuelle Ã l'Ã©lection prÃ©sidentielle Ã venir, a rapportÃ© par le journaliste Mathias Gillmann, interrogÃ© par RFI. « Le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral a aussi appelÃ© le prÃ©sident Ã garantir que les services de sÃ©curitÃ© demeurent impartiaux en cas de manifestation, ajoute-t-il. Enfin, il a exprimÃ© l'espoir que ses dÃ©cisions permettraient de garder le Burundi sur la voie de la paix et de la stabilitÃ©. » Une maniÃ©re trÃ©s diplomatique de lui dire clairement et fermement de ne pas chercher Ã aller au-delÃ de ses deux mandats. AprÃ©s ce coup de fil, tout le monde se demande Ã Bujumbura jusqu'Ã quand Nkurunziza pourra rÃ©sister Ã cette pression extÃ©rieure.